

Cercle des Planteurs

Lettre mensuelle d'information des membres du Cercle

Juin 2008 - N° 11



L'actu des betteraves

●●● AgroSources 2008, des agriculteurs acteurs de leur avenir

"Est-ce que tout le groupe est là?"... Réponse affirmative du technico-commercial de la coopérative picarde Noriap qui accompagne un groupe d'une vingtaine d'agriculteurs. Une vingtaine parmi 15 000 autres visiteurs qui ont arpenté les 20 hectares d'AgroSources 2008, les 11 et 12 juin 2008, à Saint-Lupien, dans l'Aube.

Le principe de visites "guidées" des groupes d'agriculteurs dès leur arrivée permet de suivre la logique de chacun des cinq ateliers présentés à AgroSources : environnement, effet de serre, système de cultures, agro-valorisations et coproduits pour l'élevage. Initiative locale à l'origine, portée par la Chambre d'agriculture de l'Aube, AgroSources a reçu l'adhésion active des distributeurs régionaux et des instituts techniques Arvalis, Cetiom et ITB.

Également présents, les fournisseurs de l'agriculture, et tout particulièrement Syngenta Semences, qui avait rassemblé sur un même stand ses trois marques grandes cultures : Hilleshög, bien sûr, mais aussi CC Benoit et NK. Et pour ceux qui n'avaient pas le nez dans les parcelles, un joli spectacle leur a été offert avec une démonstration aérienne pour le colza aviator NK. C.D.

●●● Réforme de l'OMC sucre : la CIBE demande à la Commission de revoir sa copie

La Confédération internationale des betteraviers européens, inquiète des négociations de l'OMC, en appelle directement au commissaire Peter Mandelson, chargé du commerce, pour qu'il revoit sa position. Si les propositions soumises le 19 mai dernier étaient validées en l'état, elles rendraient totalement vains et inefficaces les efforts – économiques, humains et financiers – fournis par la filière européenne du sucre et de la betterave ces dernières années, souligne la CIBE.

"Ce possible accord conduirait à des suppressions d'emplois dans tout le secteur y compris bien sûr au niveau des exploitations agricoles". La filière européenne a pris ses engagements en termes de restructuration : à la Commission désormais de prendre les siennes au niveau du commerce international, conclut la filière betterave européenne. A.G.

●●● Sekab assure produire des biocarburants certifiés durables

La société suédoise Sekab l'affirme. Elle est la première société au monde à fournir de l'éthanol certifié durable. Comment ? En garantissant sa qualité d'un point de vue environnemental, climatique et social. C'est avec des producteurs brésiliens que Sekab a élaboré des critères couvrant la totalité du cycle de vie de l'éthanol : des champs de canne à sucre aux véhicules.

Cette production implique également le non travail des enfants, la non destruction des forêts tropicales et un travail bien encadré. Une telle production devrait permettre de réduire d'au moins 85 % les émissions de CO₂ issues de l'agriculture, de la production et des transports. À noter que ces exigences sont de plus en plus souvent formulées par l'Onu, l'UE et les ONG. A.G.

●●● Les instituts techniques et l'Inra fondent un groupement d'intérêt scientifique

L'Inra, Arvalis-institut du végétal, le Cetiom et l'Institut technique de la betterave ont annoncé le 11 juin leur engagement dans un partenariat visant à conjuguer au mieux tous leurs programmes en termes d'agriculture durable (associant environnement, économie et social). Ce partenariat se traduira avant la fin de l'année par la mise en place d'un Groupement d'intérêt scientifique (GIS), susceptible de s'élargir à InVivo, aux chambres d'agriculture et aux agences de l'eau. Il s'agira d'articuler compétences et projets pertinents, mais aussi de financer des recherches pour répondre aux besoins prioritaires de nouvelles connaissances. Le secrétariat général du GIS sera confié à Inra transfert. J.-F.C.

●●● Mariann Fischer Boel tient bon sur les produits sensibles

Intervenant lors du congrès de la Saf, le 10 juin, Mariann Fischer Boel, commissaire européen, a abordé la question de la réforme sucre. Pour affirmer à nouveau qu'elle s'oppose à l'inscription du sucre sur la liste des produits sensibles. Toutefois, elle soutient l'idée d'instituer une clause de sauvegarde ou de restitutions si l'Europe devait s'engager sur un quota supplémentaire d'importation. A.D.